

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 800

24 mars 2015

### SOMMAIRE

Adnes S.A. ....	38400	Manacor (Luxembourg) S.A. ....	38358
Arran Investment S.à r.l. ....	38399	Michelin Luxembourg SCS ....	38359
Athletic Center S.à r.l. ....	38400	Mitco Resolution 2 S.à r.l. ....	38359
Belle Isle Investissements S.A., société de gestion de patrimoine familial S.A., SPF .....	38383	Mitco Resolution 3 S.à r.l. ....	38359
Bifico S.A. ....	38383	Mitco Resolution 5 S.à r.l. ....	38359
Big Six S.A. ....	38382	Moab S.A. ....	38360
BMB Ressources ....	38383	Monlegeac S.A. ....	38360
Dedicated MAP Chenavari Corporate Cre- dit Fund ....	38369	Moraún Investments S.A. ....	38360
Duke Energy Luxembourg III S.à r.l. ....	38383	Moulinière S.A.- SPF ....	38361
Duke Energy Luxembourg IV S.à r.l. ....	38391	Mutua (Luxembourg) S.A. ....	38361
Halvorsen S.à r.l. ....	38354	Nici Investments S.A. ....	38362
Harvest CLO I S.A. ....	38355	Nordim S.A. ....	38362
HT Wohnen Deutschland I Holding S.à r.l. .....	38355	Nordin S.A. ....	38362
Hydrus Luxco 2 S.à r.l. ....	38354	North Spring Holdings ....	38362
Jager Financement S.A. ....	38355	OCM Luxembourg OPPS FFF S.à r.l. ....	38363
JPMorgan Investment Strategies Funds II .....	38356	OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l. ....	38364
JPMorgan Portfolio Strategies Funds II ...	38356	Opportunity One ....	38363
Leofin Investissements S.A. ....	38357	Pall Lux Holdings S.à r.l. ....	38368
Lillington International S.A. ....	38363	Pershore Management Limited, S.à r.l. ..	38368
Luxallim S.A. ....	38358	Pinault Printemps-Redoute International S.A. ....	38369
Lux Electronic Company S.A. ....	38357	Property Trier S.à r.l. ....	38364
Luxembourg Investissement & Patrimoine S.A. ....	38358	Property Weinheim S.à r.l. ....	38366
		Redwest Capital S.A. ....	38400
		Ribes Holding S.à r.l. ....	38400

**Halvorsen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: NOK 1.001.815,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 180.797.

—  
*Extrait des décisions prises au Luxembourg le 13 février 2015*

Nous vous informons par la présente du changement d'adresse du siège social des sociétés Blue Water Energy Fund I, L.P. et Blue Water Energy Fund I-A, L.P. et vous transmettons de ce fait les nouvelles coordonnées:

East Wing, Trafalgar Court, Les Banques,

GY1 3PP, St Peter Port

Guerneseey

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hana Balajkova

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015026677/17.

(150030371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Hydrus Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 192.075.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société tenue en date du 19 janvier 2015*

En date du 19 janvier 2015, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Geoffrey HENRY de son mandat de gérant de la Société avec effet au 15 février 2015;

- de confirmer le mandat de Monsieur Michael PHILLIPS, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer les personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée:

\* Monsieur Dan ARENDT, né le 15 mai 1961 à Luxembourg, ayant l'adresse suivante: 42, op Fankenacker, L-3265 Bettembourg;

\* Monsieur Hubert Jacobs VAN MERLEN, né le 27 août 1953 à Buenos Aires, Argentine, ayant l'adresse suivante: 3, rue Belair, L-5318 Contern;

\* Monsieur Francois PAULY, né le 30 juin 1964 à Luxembourg, ayant l'adresse suivante: 57, rue Jean Schoetter, L-2523 Luxembourg;

Le conseil de gérance de la Société au 15 février 2015 est composé comme suit:

- Monsieur Michael PHILLIPS

- Monsieur Dan ARENDT

- Monsieur Hubert Jacobs VAN MERLEN

- Monsieur Francois PAULY

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2015.

Hydrus Luxco 2 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015026681/33.

(150030700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Harvest CLO I S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 93.786.

La décision suivante a été prise par le conseil d'administration de la Société en date du 24 novembre 2014:

- de nommer L'Alliance Révision S.à r.l., ayant son adresse au 1 Rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, Luxembourg, en tant que réviseur d'entreprise agréé de la Société avec effet immédiat et ce pour une période arrivant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2015.

*Pour la Société*  
Shehzaad Atchia  
*Administrateur*

Référence de publication: 2015026684/16.

(150030722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**HT Wohnen Deutschland I Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 172.700,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 167.671.

Herr Dirk Hasselbring, geboren am 30. Juni 1968 in Offenbach am Main, Deutschland, hat mit Wirkung zum 3. Februar 2015 sein Mandat als Geschäftsführer der Gesellschaft niedergelegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 12. Februar 2015.

*Für HT Wohnen Deutschland I Holding S.à r.l.*  
*Ein Bevollmächtigter*

Référence de publication: 2015026695/14.

(150030740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**Jager Financement S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 99.502.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION***Extrait*

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 30 décembre 2014, enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 8 janvier 2015, 2LAC/2015/633, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "JAGER FINANCEMENT S.A. (en liquidation)", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 99.502, ayant son siège social au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch en date du 2 mars 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 444 du 27 avril 2004, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

- La Société a été mise en liquidation suivant un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 17 décembre 2014, non encore publié.

- L'assemblée générale adopte le rapport du commissaire à la liquidation.

- L'assemblée générale adopte les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière au liquidateur, la société FIDESCO S.A., établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 68.578 et au commissaire à la liquidation, la société à responsabilité limitée EURAUDIT S.à r.l., ayant son siège social au 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B42.889 pour l'accomplissement de leur fonction concernant la liquidation de la société.

- L'assemblée générale donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

- Par conséquent la liquidation de la société a été clôturée et la société est dissoute.

- Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation auprès de son siège social au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026729/32.

(150030322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**JPMorgan Investment Strategies Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 115.173.

—  
*Extrait des Décisions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 janvier 2015*

Composition du Conseil d'Administration:

- L'Assemblée a décidé de réélire Messieurs Iain OS SAUNDERS, Jacques ELVINGER, Jean FRIJNS, John LI-HOW-CHEONG et Monsieur Peter SCHWICHT en tant qu'Administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 30 septembre 2015.

- L'Assemblée a résolu de confirmer la cooptation par le Conseil d'Administration et l'élection de Monsieur Daniel WATKINS (résident professionnellement 60 Victoria Embankment, Londres, EC4Y 0JP, Royaume Unis) avec effet au 13 décembre 2014, en remplacement de Monsieur Berndt MAY, démissionnaire, en tant qu'Administrateur de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 30 septembre 2015.

- L'Assemblée a résolu d'approuver la nomination de Monsieur Massimo GRECO (résident professionnellement 60 Victoria Embankment, Londres, EC4Y 0JP, Royaume Unis) en tant qu'Administrateur de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 30 septembre 2015.

- L'Assemblée a décidé de réélire PricewaterhouseCoopers Société Coopérative (nouvelle adresse au 20 octobre 2014, 2 rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg) en tant que réviseur d'entreprise jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 30 septembre 2015.

Au 30 janvier 2015, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- M. Iain OS SAUNDERS (Président du Conseil d'Administration)
- M. Jacques ELVINGER
- M. Jean FRIJNS
- M. John LI-HOW-CHEONG
- M. Peter SCHWICHT
- M. Daniel WATKINS
- M. Massimo GRECO

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 février 2015.

JPMorgan Investment Strategies Funds II

Au nom et pour le compte de JPMorgan Asset Management (Europe) S.à r.l.

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2015026735/36.

(150030265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**JPMorgan Portfolio Strategies Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 112.483.

—  
*Extrait des Décisions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 janvier 2015*

Composition du Conseil d'Administration:

- L'Assemblée a décidé de réélire Messieurs Iain OS SAUNDERS, Jacques ELVINGER, Jean FRIJNS, John LI-HOW-CHEONG et Monsieur Peter SCHWICHT en tant qu'Administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 30 septembre 2015.

- L'Assemblée a résolu de confirmer la cooptation par le Conseil d'Administration et l'élection de Monsieur Daniel WATKINS (résident professionnellement 60 Victoria Embankment, Londres, EC4Y 0JP, Royaume Unis) avec effet au 13 décembre 2014, en remplacement de Monsieur Berndt MAY, démissionnaire, en tant qu'Administrateur de la Société

jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 30 septembre 2015.

- L'Assemblée a résolu d'approuver la nomination de Monsieur Massimo GRECO (résident professionnellement 60 Victoria Embankment, Londres, EC4Y 0JP, Royaume Unis) en tant qu'Administrateur de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 30 septembre 2015.

- L'Assemblée a décidé de réélire PricewaterhouseCoopers Société Coopérative (nouvelle adresse au 20 octobre 2014, 2 rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg) en tant que réviseur d'entreprise jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 30 septembre 2015.

Au 30 janvier 2015, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- M. Iain OS SAUNDERS (Président du Conseil d'Administration)
- M. Jacques ELVINGER
- M. Jean FRIJNS
- M. John LI-HOW-CHEONG
- M. Peter SCHWICHT
- M. Daniel WATKINS
- M. Massimo GRECO

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 février 2015.

JPMorgan Portfolio Strategies Funds II

Au nom et pour le compte de JPMorgan Asset Management (Europe) S.à r.l.

*Agent domiciliataire*

Référence de publication: 2015026736/36.

(150030134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Leofin Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 103.614.

Il résulte d'une décision du Conseil d'Administration de la Société du 12 février 2015 que:

- SG AUDIT S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 75.908, ayant son siège social au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommée dépositaire des actions au porteur de LEOFIN INVESTISSEMENTS S.A., conformément à l'article 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015026773/13.

(150031047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Lux Electronic Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 141.706.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 20 janvier 2015*

Le Conseil décide de désigner FIDUPAR, société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1 rue Joseph Hackin, comme dépositaire des actions au porteur de la Société, conformément à l'article 42 (1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015026792/13.

(150030477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Luxallim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 136.047.

—  
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 11 février 2015 que  
RAMLUX S.A.

9b, bd Prince Henri  
L-1724 Luxembourg  
R.C.S. Luxembourg B 53438

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société LUXALLIM S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme  
Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015026795/17.

(150031020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Luxembourg Investissement & Patrimoine S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-1835 Luxembourg, 15, rue des Jardiniers.  
R.C.S. Luxembourg B 88.408.

—  
*Extrait de la résolution prise par l'administrateur unique en date du 12 février 2015*

Il est décidé de transférer le siège social de la société du 98, boulevard de la Petrusse, L-2320 Luxembourg au 15, rue des Jardiniers, L- 1835 Luxembourg.

Pour extrait conforme  
Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015026796/12.

(150030864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Manacor (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 9.098.

—  
Les décisions suivantes ont été approuvées et ratifiées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue en date du 28 janvier 2015:

- nomination de Monsieur Fabian Sires, né le 27 septembre 1976 à Messancy, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017; et

- confirmation que le conseil d'administration de la Société est désormais composé par les administrateurs suivants:

- \* Madame Zora Bass;
- \* Monsieur Franciscus Willem Josephine Johannes Welman;
- \* Monsieur Gérald Olivier David Welvaert;
- \* Monsieur Jorge Perez Lozano;
- \* Monsieur Jacob Mudde;
- \* Monsieur Patrick Leonardus Cornelis van Denzen;
- \* Monsieur Johannes Laurens de Zwart;
- \* Monsieur Jean-Jacques Josset;
- \* Monsieur Martin Paul Galliver;
- \* Monsieur Fabrice Michel Gilles Mas;
- \* Monsieur Fabrice Stéphane Rota; et
- \* Monsieur Fabian Sires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2015.  
Pour extrait sincère et conforme  
TMF Luxembourg S.A.  
Signatures  
*Signataire autorisé*

Référence de publication: 2015026801/31.

(150030791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Michelin Luxembourg SCS, Société en Commandite simple.**

**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 96.546.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 3 avril 2014*

Le mandat de PricewaterhouseCoopers, une société coopérative, ayant son siège social à L-2182 Luxembourg, 2, rue Gerhard Mercator, immatriculé auprès du Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 65477, réviseur aux comptes de la Société, a été renouvelé jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes de l'exercice social prenant fin au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026805/14.

(150030816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Mitco Resolution 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5411 Canach, 28, rue de Lenningen.

R.C.S. Luxembourg B 127.272.

—  
Les statuts coordonnés suivant le répertoire n° 2488 du 7 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Paul MEYERS

*Notaire*

Référence de publication: 2015026825/12.

(150030297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Mitco Resolution 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5411 Canach, 28, rue de Lenningen.

R.C.S. Luxembourg B 127.382.

—  
Les statuts coordonnés suivant le répertoire n° 2489 du 7 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Paul MEYERS

*Notaire*

Référence de publication: 2015026826/12.

(150030296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Mitco Resolution 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5411 Canach, 28, rue de Lenningen.

R.C.S. Luxembourg B 127.916.

—  
Les statuts coordonnés suivant le répertoire n° 2491 du 7 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Paul MEYERS  
Notaire

Référence de publication: 2015026828/12.

(150030294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Moab S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 121.906.

—  
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 12 février 2015 que

CF Corporate Services

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 165872

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société MOAB S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026829/17.

(150030866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Monlegeac S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 97.464.

—  
*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la société MONLEGEAC S.A.*

Lors de sa réunion du 11 février 2015, le conseil d'administration a pris la décision suivante:

- Me Lex THIELEN, avocat à la Cour, né le 21 juillet 1962 à Luxembourg, domicilié professionnellement à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, est nommé comme dépositaire des actions au porteur de la société, conformément à l'article 2 de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015026830/14.

(150030467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Moraún Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 108.885.

—  
Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour: MORAÚN INVESTMENTS S.A

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015026831/16.

(150031125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---



**Moulinière S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 160.199.

—  
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 11 février 2015 que  
RAMLUX S.A.

9b, bd Prince Henri

L-1724 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 53438

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société MOULINIÈRE S.A.-SPF une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme  
Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015026833/17.

(150031002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Mutua (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 41.471.

—  
Les décisions suivantes ont été approuvées et ratifiées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue en date du 28 janvier 2015:

- nomination de Monsieur Fabian Sires, né le 27 septembre 1976 à Messancy, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017; et

- confirmation que le conseil d'administration de la Société est désormais composé par les administrateurs suivants:

- \* Madame Zora Bass;
- \* Monsieur Franciscus Willem Josephine Johannes Welman;
- \* Monsieur Gérald Olivier David Welvaert;
- \* Monsieur Jorge Perez Lozano;
- \* Monsieur Jacob Mudde;
- \* Monsieur Patrick Leonardus Cornelis van Denzen;
- \* Monsieur Johannes Laurens de Zwart;
- \* Monsieur Jean-Jacques Josset;
- \* Monsieur Martin Paul Galliver;
- \* Monsieur Fabrice Michel Gilles Mas;
- \* Monsieur Fabrice Stéphane Rota; et
- \* Monsieur Fabian Sires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2015026837/31.

(150030794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**North Spring Holdings, Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 194.530.

*Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique de la société en date du 13 février 2015:*

*Administrateur:*

- Victoria Management Services S.A. a démissionné de sa fonction d'administrateur de la société avec effet au 13 février 2015.

- Laure Paklos ayant pour adresse professionnelle le 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg a été nommée administrateur de la société avec effet au 13 février 2015 jusqu'à la tenue de l'assemblée générale ordinaire de 2020.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015026846/16.

(150030841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**Nici Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 121.785.

EXTRAIT

Il est porté à la connaissance des tiers que la société AMICORP Luxembourg S.A., agent domiciliataire, ayant son siège social au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 49731, a été nommée dépositaire des actions au porteur de la Société en date du 16 février 2015.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Mr. Marco LAGONA

Administrateur

Référence de publication: 2015026850/16.

(150031029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**Nordim S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 106.036.

*Extrait de la réunion du conseil d'administration du 10 février 2015*

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration, tenue en date du 10 février 2015:

Que l'Administrateur Unique a nommé aux fonctions de dépositaire des actions au porteur de la société:

- Etude Alves et Martinot, 66 boulevard Napoléon 1<sup>er</sup>, L-2210 Luxembourg.

*Le mandataire*

Référence de publication: 2015026853/13.

(150030372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**Nordin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 51, Hauptstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 39.178.

EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire que les actionnaires de la société NORDIN SA, RSCL B 39 178, avec son siège social à L-9980 Wilwerdange, 51 Hauptstrooss, ont décidé de déposer leurs actions anonymes auprès de la société J&N, Cabinet d'expertise comptable S.à.r.l., avec siège social à L- 8262 Mamer, 5, rue de la Résistance, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro: RSCL B 164 307

NORDIN SA

Référence de publication: 2015026854/13.

(150030195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Lillington International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 72.716.

—  
EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire, réunie en date du 12 février 2015, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. De transférer le siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, avec effet au 26 janvier 2015.

2. De prendre acte de la démission du délégué à la gestion journalière, BPH Finance S.A., par lettre adressée à la Société le 26 janvier 2015, avec effet immédiat, et de ne pas nommer de délégué à la gestion journalière en son remplacement.

De prendre également acte de la démission des administrateurs FMS SERVICES S.A., S.G.A. SERVICES S.A. et Monsieur Norbert SCHMITZ, par lettres adressées à la Société le 26 janvier 2015 et de nommer en leur remplacement, avec effet au 26 janvier 2015:

- Monsieur Marc KOEUNE, économiste, de nationalité luxembourgeoise, né le 4 octobre 1969 à Luxembourg et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

- Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, de nationalité française, né le 4 mars 1974 à Villepinte (France) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

- Monsieur Denis BREVER, employé privé, de nationalité belge, né le 2 janvier 1983 à Malmedy (Belgique) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

- Monsieur Jean-Yves NICOLAS, employé privé, de nationalité belge, né le 16 janvier 1975 à Vielsalm (Belgique) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020. Le nombre d'administrateurs de la Société est ainsi porté de 3 à 4.

3. De prendre acte de la démission de Monsieur Eric HERREMANS de son mandat de Commissaire aux comptes, par lettre adressée à la Société le 26 janvier 2015 et nomme en son remplacement, avec effet au 26 janvier 2015, la société CeDerLux-Services S.à r.l., ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79327, dont le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015026061/32.

(150029598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

---

**Opportunity One, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 138.853.

—  
EXTRAIT

Veillez noter qu'en date du 14 février 2012, la dénomination de l'associé unique a changé comme suit:

Global Investment Opportunities Private Equity, Classe E Shares

Pour extrait conforme

Le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026861/13.

(150030569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**OCM Luxembourg OPPS FFF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 170.654.

—  
*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 13 février 2015*

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren, et Mme. Katherine Margaret Ralph avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg OPFS FFF Sàrl

Référence de publication: 2015026867/13.

(150031059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 173.382.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 13 février 2015*

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren et M. Martin Graham avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings Sàrl

Référence de publication: 2015026872/12.

(150030895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**Property Trier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.533.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of the month of January.

Before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

SN Properties S.à r.l, a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twenty nine thousand six hundred seventy five Euros (EUR 29,675) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés under number B 104.544 (the "Sole Shareholder"),

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

being the Sole Shareholder of Property Trier S.à r.l, a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 104.533 (the "Company"), incorporated on 2 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary residing in Luxembourg-Bonnevoie, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") dated 23 February 2005, number 162, page 7730, and the articles of association have been amended for the last time by the undersigned notary, on 31 December 2014 in the process of being published in the Mémorial.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the one hundred twenty-six (126) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and the resolution can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The items on which a resolution is to be taken are as follows:

Change of the financial year so as to end on 31 March of each year and with the first time as of 31 March 2015 and consequential amendment of Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company so that Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company read as follows:

“ **Art. 10.** The Company's financial year runs from April 1<sup>st</sup> of each year to March 31<sup>st</sup> .

**Art. 11.** Each year, as of March 31<sup>st</sup> , there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, represents the net profit of the Company.

Every year five per cent of the net annual profit of the Company shall be transferred to the Company's legal reserve until such time as the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital. If at any time and for any reason whatsoever the legal reserve falls below one tenth of the issued capital the five per cent annual contribution shall be resumed until such one-tenth proportion is restored.

The excess is attributed to the sole member or distributed among the members if there is more than one. However, the sole member or, as the case may be, a meeting of members may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of any reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve."

Thereafter the following resolution was passed by the Sole Shareholder of the Company:

*Sole resolution*

The Sole Shareholder resolved to change the duration of the 2014 financial year and amend Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company so that Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company read as set out in the above agenda.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, this deed is drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf janvier.

Par-devant nous, Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

SN Properties S.à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, ayant un capital social de vingt-neuf mille six cent soixante-quinze euros (29.675 EUR) et étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 104.544 (l'«Associé Unique»),

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné,

étant l'Associé Unique de Property Trier S.à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille six cent euros (12.600 EUR) et étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.533 (la «Société»), constituée le 2 décembre 2004 en vertu d'un acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 23 février 2005, numéro 162, page 7730, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 décembre 2014 en vertu d'un acte du notaire soussigné, en cours de publication au Mémorial.

La partie comparante, agissant en la qualité mentionnée ci-dessus, a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. L'Associé Unique détient l'ensemble des cent vingt-six (126) parts sociales émises dans la Société de sorte que la totalité du capital social est représentée et la résolution peut être valablement prise par l'Associé Unique.

2. Les points sur lesquels une résolution doit être prise sont les suivants:

Changement de l'année sociale pour y mettre fin le 31 mars de chaque année et pour la première fois le 31 mars 2015 avec modification corrélative des articles 10 et 11 des statuts de la Société afin que les articles 10 et 11 des statuts de la Société aient la teneur suivante:

« **Art. 10.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> avril de chaque année et se termine le 31 mars.

**Art. 11.** Chaque année, au 31 mars, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net annuel de la Société seront transférés à la réserve légale de la société jusqu'à ce que cette réserve atteigne un dixième du capital souscrit. Si à un moment quelconque et pour n'importe quelle raison, la réserve légale représentait moins d'un dixième du capital social, le prélèvement annuel de cinq pour cent reprendrait jusqu'à ce que cette proportion de un dixième soit retrouvée.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés. Toutefois, l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes, pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.»

À la suite de quoi, la résolution suivante a été adoptée par l'Associé Unique de la Société:

*Résolution unique*

L'Associé Unique a décidé de modifier la durée de l'année sociale et de modifier les articles 10 et 11 des statuts de la Société afin que les articles 10 et 11 des statuts de la Société aient la teneur énoncée dans l'ordre du jour ci-dessus.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, la partie comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: A. SANCHEZ, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 février 2015. Relation: 1LAC/2015/3093. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): I. THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015026897/110.

(150030651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**Property Weinheim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.566.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of the month of January.

Before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

SN Properties S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twenty nine thousand six hundred seventy five Euros (EUR 29,675) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés under number B 104.544 (the "Sole Shareholder"),

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

being the Sole Shareholder of Property Weinheim S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 104.566 (the "Company"), incorporated on 2 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary residing in Luxembourg-Bonnevoie, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") dated 23 February 2005, number 166, page 7934, and the articles of association have been amended for the last time by the undersigned notary, on 31 December 2014 in the process of being published in the Mémorial.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the one hundred twenty-six (126) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and the resolution can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The items on which a resolution is to be taken are as follows:

Change of the financial year so as to end on 31 March of each year and with the first time as of 31 March 2015 and consequential amendment of Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company so that Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company read as follows:

**Art. 10.** The Company's financial year runs from April 1<sup>st</sup> of each year to March 31<sup>st</sup>.

**Art. 11.** Each year, as of March 31<sup>st</sup>, there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, represents the net profit of the Company.

Every year five per cent of the net annual profit of the Company shall be transferred to the Company's legal reserve until such time as the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital. If at any time and for any reason whatsoever the legal reserve falls below one tenth of the issued capital the five per cent annual contribution shall be resumed until such one-tenth proportion is restored.

The excess is attributed to the sole member or distributed among the members if there is more than one. However, the sole member or, as the case may be, a meeting of members may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of any reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve."

Thereafter the following resolution was passed by the Sole Shareholder of the Company:

*Sole resolution*

The Sole Shareholder resolved to change the duration of the 2014 financial year and amend Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company so that Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company read as set out in the above agenda.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, this deed is drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf janvier.

Par-devant nous, Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

SN Properties S.à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, ayant un capital social de vingt-neuf mille six cent soixante-quinze euros (29.675 EUR) et étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 104.544 (l'«Associé Unique»),

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné,

étant l'Associé Unique de Property Weinheim S.à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille six cent euros (12.600 EUR) et étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.566 (la «Société»), constituée le 2 décembre 2004 en vertu d'un acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 23 février 2005, numéro 166, page 7934, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois 31 décembre 2014 en vertu d'un acte du notaire soussigné, en cours de publication au Mémorial.

La partie comparante, agissant en la qualité mentionnée ci-dessus, a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. L'Associé Unique détient l'ensemble des cent vingt-six (126) parts sociales émises dans la Société de sorte que la totalité du capital social est représentée et la résolution peut être valablement prise par l'Associé Unique.

2. Les points sur lesquels une résolution doit être prise sont les suivants:

Changement de l'année sociale pour y mettre fin le 31 mars de chaque année et pour la première fois le 31 mars 2015 avec modification corrélative des articles 10 et 11 des statuts de la Société afin que les articles 10 et 11 des statuts de la Société aient la teneur suivante:

**Art. 10.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> avril de chaque année et se termine le 31 mars.

**Art. 11.** Chaque année, au 31 mars, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net annuel de la Société seront transférés à la réserve légale de la société jusqu'à ce que cette réserve atteigne un dixième du capital souscrit. Si à un moment quelconque et pour n'importe quelle raison, la réserve légale représentait moins d'un dixième du capital social, le prélèvement annuel de cinq pour cent reprendrait jusqu'à ce que cette proportion de un dixième soit retrouvée.



Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés. Toutefois, l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes, pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.»

À la suite de quoi, la résolution suivante a été adoptée par l'Associé Unique de la Société:

*Résolution unique*

L'Associé Unique a décidé de modifier la durée de l'année sociale 2014 et de modifier les articles 10 et 11 des statuts de la Société afin que les articles 10 et 11 des statuts de la Société aient la teneur énoncée dans l'ordre du jour ci-dessus.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, la partie comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: A. SANCHEZ, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 février 2015. Relation: 1LAC/2015/3096. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015026898/110.

(150030676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**Pall Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 2.631.081,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 186.206.

—  
EXTRAIT

En date du 9 février 2015, l'associé unique de la Société a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de M. Erik-Jan Schoop et de Mme Virginia Strelen, en tant que gérants B de la Société, est acceptée avec effet immédiat.

- Mme Alexandra Lipinski-Hauck et M. Christian Schwab, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, sont nommés gérants B de la société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026899/16.

(150030440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**Pershore Management Limited, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 125.129.

—  
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 12 février 2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré close pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée PERSHORE MANAGEMENT LIMITED SARL, dont le siège social à L-1855 Luxembourg, 46A, Avenue J.F. Kennedy, dénoncé en date du 26 octobre 2010, enregistrée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 125.129.

Pour extrait conforme

Me Eglantine FLORI

Le liquidateur

Référence de publication: 2015026906/14.

(150030143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.



**Pinault Printemps-Redoute International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 62.847.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société tenue à Luxembourg le 29 janvier 2015*

L'assemblée a décidé de renouveler le mandat des membres du conseil d'administration pour une durée d'un an et celui du commissaire aux comptes jusqu'au 29 septembre 2015.

Monsieur Akkerman est domicilié au 15, rue Jean-Pierre Kommès, L-6988 Hostert.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINAULT PRINTEMPS-REDOUTE INTERNATIONAL S.A.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015026910/14.

(150030891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

**Dedicated MAP Chenavari Corporate Credit Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, Place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 195.467.

**STATUTES**

In the year two thousand and fifteen, on the sixth day of March.

Before the undersigned Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

1) Lyxor MAP 1 S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 28-32, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Luxembourg under registration number B 192680 (the "General Partner"),

here represented by Mr Louis-Foulques Servajean-Hilst, jurist, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 26 February 2015;

2) Lyxor Asset Management S.A.S., a société par actions simplifiée, incorporated under the laws of France having its registered office at 17, Cours Valmy, 92800 Puteaux, France, and registered with the French Registre du Commerce et des Sociétés of Nanterre with SIRET number 418 862 215,

here represented by Mr Louis-Foulques Servajean-Hilst, prenamed, by virtue of a proxy given on 26 February 2015.

The said proxies initialled *ne varietur* by the appearing parties and the Notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg limited partnership by shares (société en commandite par actions) with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which they declare organized among themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**Chapter I. - Form, Term, Object, Registered office**

**Art. 1. Name and form.** There is hereby among Lyxor MAP 1 S.à r.l. (the "General Partner") in its capacity as "associé gérant commandité", the shareholders (in their capacity as "actionnaires commanditaires") (the "Limited Shareholders") and all persons who may become Limited Shareholders, a Luxembourg company (the "Fund") under the form of a "société en commandite par actions", qualifying as a specialized investment fund under the law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended from time to time (the "SIF Law").

The Fund is an alternative investment fund (an "AIF") within the meaning of directive 2011/61/EC of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on alternative investment fund managers and amending Directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) N° 1060/2009 and (EU) N° 1095/2010 and of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as amended from time to time (the "2013 Law").

The Fund exists under the corporate name of "Dedicated MAP Chenavari Corporate Credit Fund".

**Art. 2. Duration.** The Fund is incorporated for an unlimited period of time.

The Fund shall end with the dissolution and the liquidation of its last Sub-Fund.

**Art. 3. Purpose.** The exclusive purpose of the Fund is to invest the funds available to it in a portfolio of assets with the aim of spreading the investment risks and providing to its shareholders the results of the management of their assets. The Fund may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the SIF Law.

**Art. 4. Registered Office.** The registered office of the Fund is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. The registered office of the Fund may be transferred within the city of Luxembourg by a simple resolution of the General Partner.

If the General Partner considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Fund's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## Chapter II. - Capital

**Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Fund shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Fund and its Sub-Funds (as defined in article 7 hereof). The minimum share capital of the Fund cannot be lower than the level provided for by the SIF Law. Such minimum share capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Fund has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law. Upon incorporation the initial share capital of the Fund was thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) fully paid-up represented by ten (10) general partner shares paid up in the amount of one thousand Euro (EUR 1,000.-) and three hundred (300) ordinary shares paid up in the amount of thirty thousand Euro (EUR 30,000.-).

For the purposes of the consolidation of the accounts the currency of the Fund shall be US Dollars (USD).

**Art. 6. Capital Variation.** The share capital may be increased or decreased as a result of the issue by the Fund of new fully or partly paid-up shares or the repurchase by the Fund of existing shares from its shareholders.

**Art. 7. Sub-Funds.** The General Partner shall establish a portfolio of assets constituting a subfund (each a "Sub-Fund" and together the "Sub-Funds") under the meaning of Article 71 of the SIF Law corresponding to one class of shares or for multiple classes of shares in the manner described in Article 9 hereof.

The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the General Partner may, at the expiry of the initial period of time, prorogue the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. At the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Fund shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with Article 11 below, notwithstanding the provisions of Article 27 below. In respect of the relationships between the shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

At each prorogation of a Sub-Fund, the registered shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to their registered address as recorded in the register of shares of the Fund. The offering memorandum of the Fund (the "Offering Memorandum") shall indicate the duration of each Sub-Fund and, if appropriate, its prorogation.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Fund shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Fund's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

A Sub-Fund may, subject to the conditions set out in the Offering Memorandum, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or already issued by one or several other Sub-Funds, without the Fund being subject to the requirements regarding the subscription, acquisition and/or holding by a company of its own shares set out in the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "Company Law"), under the conditions however, that:

- the target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and
- the voting rights, if any, which might be attached to the shares concerned will be suspended for as long as they are held by the relevant Sub-Fund and without prejudice to an appropriate treatment in accounting and in the periodical reports; and
- in any case, as long as these shares are held by the Fund, their value shall not be taken into account for the calculation of the Fund's net assets for the control of the minimum threshold of net assets imposed by the SIF Law.

For the purpose of determining the share capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in US Dollars (USD), be converted into US Dollars (USD) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

## Chapter III. - Shares

**Art. 8. Form of Shares.** The shares of the Fund may be issued in registered form only.

All shares of the Fund shall be registered in the register of shareholders kept by the Fund or by one or more persons designated therefore by the Fund, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his

residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The General Partner shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Fund may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

Within the limitations foreseen in the Offering Memorandum, the transfer of registered shares shall be effected, upon prior approval of the General Partner, (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Fund along with other instruments of transfer satisfactory to the Fund and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of registered shares, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more managers or officers of the General Partner or by one or more other persons duly authorized thereto by the General Partner.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Fund may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Fund that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Fund and replaced by new certificates.

The Fund may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Fund in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Fund recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Fund. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The Fund may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

**Art. 9. Classes of Shares.** The Shares of the Fund are reserved to institutional, professional or wellinformed investors within the meaning of the SIF Law and the Fund will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

In addition to the one or several general partner shares subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) of the Fund, the General Partner may decide to issue one or more classes of ordinary shares, for the Fund or for each Sub-Fund, to be subscribed by Limited Shareholders (actionnaires commanditaires).

Each class of shares may differ as to its currency or the denomination of the class, dividend policy, the level of fees and expenses to be charged, minimum subscription and minimum holding amounts applicable or any other feature as may be determined by the General Partner. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in securities of any kind and/or other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the General Partner for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the General Partner.

The General Partner may furthermore establish new classes of shares in order to hold a specific pool of assets within an existing Sub-Fund if the General Partner determines that the relevant assets are subject to a prevailing investment impediment, whether concerning illiquidity of the asset, inability to value or for any other reason affecting an asset. The General Partner shall convert the requisite number of shares of the existing classes of shares within the relevant Sub-Fund into shares of the new share class so that shareholders of the existing class of shares obtain a pro-rata shareholding in the new class of shares within the Sub-Fund on the date of asset transfer. Such new classes of shares will be closed to applications for subscriptions, conversions and redemptions, but subject to the General Partner retaining the overriding and absolute discretions in relation to the termination of the new class of shares.

Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

The General Partner may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares. In such a case, the Offering Memorandum shall be updated accordingly.

**Art. 10. Issue of Shares.** Subject to the provisions of the SIF Law, the General Partner is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the General Partner may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Offering Memorandum.

In addition, the General Partner may, at any time, issue classes of shares corresponding to a specific pool of investments and tracking the performance thereof. The Fund shall be considered as a single legal entity. However, as regards shareholders' relationships, each pool is invested for the exclusive benefit of the relevant class and liabilities pertaining to each pool shall be, insofar as possible, satisfied out of the relevant pool. This provision does not create a segregation of assets vis-à-vis third parties.

In derogation to Article 11, paragraph 1 hereof, shareholders of the classes of shares created as per paragraph 3 above may not, unless otherwise decided by the General Partner, request the redemption of their shares.

Whenever the Fund offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the Offering Memorandum. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the Offering Memorandum. If subscribed shares are not paid for, the Fund may redeem the shares issued whilst retaining the right to claim their issue fees, commissions and any difference.

The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them, even in circumstances where payment corresponding to the subscription amount has not been received on or before the subscription cut-off day specified in the Offering Memorandum.

All new shares issued carry the same rights as those shares in existence on the date of the issuance.

The Fund may reject any subscription in whole or in part, and the General Partner may, at any time and from time to time and in its absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of shares of any class.

The Fund may, if a prospective shareholder requests and the General Partner so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the General Partner and must correspond to the investment policy and restrictions of the Fund or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the General Partner by a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé"). Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities may be borne by the relevant shareholders or the Fund, as specified in the Offering Memorandum.

**Art. 11. Redemption.** The General Partner shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their shares by the Fund or not, and reflect the terms and procedures applicable in the Offering Memorandum and within the limits provided by law and these articles of incorporation (the "Articles").

The Redemption Price, as defined hereinafter, shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the Offering Memorandum in accordance with such policy as the General Partner may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Fund.

Any such request for redemption must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Fund in Luxembourg or with any other legal entity appointed by the Fund for the redemption of shares. The request shall be accompanied by the certificate(s) for such shares, if issued.

The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the Offering Memorandum. The relevant Redemption Price may be rounded up or down as the General Partner shall determine and as specified in the Offering Memorandum.

If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner,

then the Fund may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Furthermore, as specified in the Offering Memorandum, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in Article 15 hereof), redemption requests pursuant to this article and conversion requests within another similar fund (as defined in the Offering Memorandum) pursuant to Article 13 hereof exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Fund. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Fund may redeem shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Fund or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with Article 14 "Limitation on the ownership of shares" herein.

The Fund shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy in specie the payment of the Redemption Price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Fund or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Fund or the relevant Sub Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé"). Except as may be agreed otherwise by the fund Manager, the costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Shares redeemed by the Fund shall be cancelled in the books of the Fund.

**Art. 12. Transfer of Shares.** When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Fund, by virtue of its subscription agreement or otherwise, ordinary shares held by such a shareholder may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld. In such event, any transfer or assignment of ordinary shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

**Art. 13. Conversion.** Unless otherwise stated in the Offering Memorandum, shareholders are entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into (i) shares of the same class of another Sub-Fund or (ii) shares of a different class but of a same currency of the same or another Sub-Fund or (iii) shares of a same currency of a similar fund as further described in the Offering Memorandum. When authorised, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the General Partner shall determine.

The conversion amount may be limited by the General Partner to a certain percentage of the shareholder's current holdings in the current class as determined by the General Partner in its sole discretion, and based on the last net asset value less shareholder's pending redemption orders in the current class. The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the Offering Memorandum.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Fund may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

**Art. 14. Limitations of the Ownership of Shares.** The General Partner may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Fund by any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the interests of the existing shareholders or of the Fund, if it may result, for example, in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred or for any reasons as specified in the Offering Memorandum (such persons, firms, partnerships or corporate bodies, precluded from holding shares in the Fund, to be determined by the General Partner and herein referred to as "Prohibited Persons").

For such purposes, the General Partner may, at its discretion and without liability:

- a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or may eventually result in the legal or beneficial ownership of said share by a Prohibited Person;
- b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares in the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; or
- c) where it appears to the General Partner that any Prohibited Person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the General Partner evidence of the sale within thirty (30) days of the



notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the General Partner may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The General Partner shall serve a notice (hereinafter referred to as the “Redemption Notice”) upon the holders of shares subject to compulsory repurchase; the Redemption Notice shall be sent not less than two business days’ notice expiring on any relevant Valuation Day and shall specify the shares to be repurchased as aforesaid, the Redemption Price (as defined here below) to be paid for such shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by registered mail, addressed to such shareholder at his address as indicated in the register of shareholders. The said shareholder may continue to request redemption of their shares free of charge prior to the effective date for the compulsory redemption.

Immediately after the close of business on the settlement date in respect of the relevant Valuation Day (as defined in Article 15 hereof) specified in the Redemption Notice for the compulsory redemption, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in the Redemption Notice and the share certificate, if issued, representing such shares shall be cancelled in the books of the Fund. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the General Partner the share certificate, if issued, representing shares specified in the Redemption Notice.

2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be purchased (hereinafter referred to as the “Redemption Price”) shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class in respect of the Valuation Day specified by the General Partner in the Redemption Notice, all as determined in accordance with Article 12 hereof, less any service charge provided therein.

3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the Redemption Price will be made to the former owner of such shares in the currency in which the shares are denominated or in the currency fixed by the General Partner for the payment of the Redemption Price of the shares of the relevant class, and will be deposited by the Fund with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such former owner upon final determination of the Redemption Price following surrender of the share certificate, if issued and non matured dividend coupons attached thereto, representing the shares specified in such Redemption Notice. Upon deposit of such Redemption Price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the former owner thereof to receive the Redemption Price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate, if issued, as aforesaid. Any funds receivable by a former owner under this paragraph, but not collected within a period of six months from the date specified in the purchase notice, shall be deposited with the “Caisse de Consignation”. The General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Fund.

4) The exercise by the General Partner of the powers conferred by this Article 14 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Fund at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith.

The General Partner may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Fund.

Prohibited Person includes any non well-informed investor within the meaning of article 2 of the SIF Law.

A well-informed investor, as defined by article 2 of the SIF Law shall include: (i) an institutional investor as defined from time to time by Luxembourg supervisory authority, (ii) a professional investor as defined by Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 on markets in financial instruments, as amended from time to time, or (iii) any other investor who meets the following conditions:

- a) he has confirmed in writing that he adheres to the status of well-informed investor, and
- b) (i) he invests a minimum of one hundred and twenty five thousand euros (EUR 125,000) in the Fund, or (ii) he has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

The General Partner may also restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Fund by any “U.S. Person”. A U.S. Person means (A) a United States Person within the meaning of Regulation S under the Securities Act of 1933 of the United States of America; (B) any person not included in the definition of “Non-United States Person” within the meaning of Section 4.7 (a) (1) (iv) of the rules of the U.S. Commodity Futures Trading Commission; and (C) any United States Person within the meaning of the Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA).

**Art. 15. Net Asset Value.** The net asset value of the shares in every Sub-Fund, class, type or sub-type of share of the Fund, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the General Partner. The General Partner shall decide the days by reference to which the assets of the Fund or Sub-Funds shall be valued (each a “Valuation Day”) and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Fund shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;

- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;
- all dividends and distributions payable to the relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Fund may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the preliminary expenses of the Fund or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;
- the other fixed assets of the Fund or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures; and
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Fund's liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Fund regarding each Sub-Fund but not yet paid;
- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the General Partner; and
- all other liabilities of the Fund of any kind with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Fund. In determining the amount of such liabilities, the Fund shall take into account all expenses payable by the Fund including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with, and fees payable to, its investment manager (s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary, services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of Offering Memorandum, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges, as well as taxes and other governmental charges.

The Fund may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Fund shall be determined as follows:

- (i) The value of any security, financial instrument or contract negotiated or listed on any exchange will be determined on the basis of the closing price, or as the case may be, the mid price on the relevant Valuation Day.
- (ii) The value of any security, financial instrument or contract negotiated on any organized market will be based on the closing price available, or as the case may be, the mid price on the relevant Valuation Day.
- (iii) The value of shares or units of collective investments schemes will be based on the last-price available from the undertakings for collective investments concerned or any other authorized source on the relevant Valuation Day.
- (iv) Where on any Valuation Day, the Sub-Fund is exposed to securities, financial instruments or contracts which are not negotiated or listed on an exchange market or organized market, or where (a) the price determined in compliance with sub-paragraphs (i) to (iii) above for any security, financial instrument or contract is, in the opinion of the General Partner, or any duly appointed delegate not representative of the fair value of the said security, financial instrument or contract or (b) the price of such security, financial instrument or contract is not available, such securities, financial instruments or contracts will be valued on the basis of the probable liquidation price which shall be estimated prudently and in good faith by the General Partner or any duly appointed delegate.
- (v) All other securities, financial instruments or contracts shall be valued at their fair market value based on their foreseeable realization value.

The General Partner, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Fund to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the General Partner, or by a committee appointed by the General Partner, or by any duly appointed delegate of the General Partner.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the Offering Memorandum.

For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

The Fund's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the General Partner or by any bank, company or other organisation which the General Partner may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Fund and present, past or future shareholders.

**Art. 16. Allocation of Assets and Liabilities among the Sub-Funds.** For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the General Partner shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Fund to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;
- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Fund to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;
- where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;
- in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is as a rule allocated to all the Sub-Funds pro rata to their net asset values; notwithstanding the foregoing, if and when specific circumstances so justify, such asset or liability may be allocated to all Sub-Funds in equal parts;
- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends;
- if there have been created within a Sub-Fund, classes of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such classes of shares.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

**Art. 17. Suspension of Calculation of the Net Asset Value.** The General Partner may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- (i) during any period when any of the principal stock exchanges or organized markets on which a substantial portion of the Fund's investments attributable to a Sub-Fund from time to time is negotiated or listed, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of a class of shares or of the Sub-Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the Fund's investments attributable to such Sub-Fund are quoted thereon;
- (ii) during the existence of any state of affairs beyond the control, liability and influence of the Fund which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposal or valuation of assets owned by any Sub-Fund would be impracticable under normal conditions or such disposal would be detrimental to the interests of the shareholders;
- (iii) during any breakdown in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the relevant Sub-Fund investments or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;
- (iv) during any period when the Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such class of shares or Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange;
- (v) during any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Fund attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;
- (vi) during any period when the General Partner so decides, provided all shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) upon the publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders of the Fund or a Sub-Fund for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Fund, a Sub-Fund or a class and (ii) when the General Partner is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a Sub-Fund;
- (vii) when any of the target funds (including Sub-Funds of the Fund in which the Sub-Fund invests substantially its assets) suspends the calculation of its net asset value or the issue, redemption, conversion of its shares / units;
- (viii) The General Partner may suspend the issue, conversion and redemption of shares of any class within a Sub-Fund forthwith upon occurrence of an event causing it to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg regulatory authority.

Under exceptional circumstances, which may adversely affect the rights of shareholders or in the case that significant requests for subscription, redemption or conversion are received, the General Partner reserves the right to set the value of shares in one or more Sub-Funds only after having sold the necessary securities, as soon as possible, on behalf of the



Sub-Fund(s) concerned. In this case, subscriptions, redemptions and conversions applications that are simultaneously in the process of execution shall be dealt with on the basis of a single net asset value in order to ensure that all shareholders having presented requests for subscription, redemption or conversion are treated equally.

Subscribers and shareholders tendering shares for redemption or conversion shall be advised of the suspension of the calculation of the net asset value in the relevant Sub-Fund.

The suspension of the net asset value calculation may be published by adequate means if the duration of the suspension is to exceed one month.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Fund receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of net asset value calculation by the Fund.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

#### Chapter IV. - Administration and management of the fund

**Art. 18. General Partner.** The Fund shall be managed by "Lyxor MAP 1 S.à.r.l." in its capacity as General Partner, a company incorporated under the laws of Luxembourg, or its successor.

The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund.

In the event of legal incapacity, liquidation, dissolution, insolvency, revocation, dismissal, resignation or any other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Fund, Lyxor Alternative S.à.r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg shall act as General Partner until the next extraordinary general meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment of Lyxor Alternative S.à.r.l as General Partner.

**Art. 19. Powers of the General Partner.** The General Partner, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of the Fund and of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, as set forth in the Offering Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

The Fund is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Fund's purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the General Partner.

The General Partner may appoint investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Fund. In particular the General Partner may entrust specific functions to an alternative investment fund manager.

**Art. 20. Corporate Signature.** Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by (i) the sole signature of the General Partner, or (ii) by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

No Limited Shareholders shall represent the Fund.

**Art. 20 bis. Removal of the General Partner.** The General Partner may be removed by a resolution of the general meeting of shareholders adopted as follows:

- the quorum will be at least fifty per cent (50%) of the ordinary shares being present or represented;
- the resolution must then be passed with two-thirds (2/3) of the votes of the shareholders present or represented.

For the avoidance of doubt, the approval of the General Partner is not required to validly decide on its removal.

Upon the removal of the General Partner, a new general partner chosen among a list of general partners available at the registered office of the Fund, will be appointed by decision of the same general meeting of shareholders pursuant to the same quorum and majority requirements as above-mentioned.

Furthermore, in the event of a change of the General Partner, the General Partner shall transfer its general partner shares and all of its ordinary shares (if any) of any class in any Sub-Fund to the new general partner of the Fund. The purchase price for the transfer of the general partner shares and the ordinary shares shall be determined between the General Partner or the administrator and the new general partner of the Fund (for the purpose of this paragraph, the "Parties") or, if the Parties fail to agree on such purchase price, it shall be fixed by a third party expert (such as the auditor).

The general meeting of shareholders of the Fund shall meet upon call by the General Partner or upon the request of shareholders representing a minimum of ten percent (10%) of the capital of the Fund.

**Art. 21. Liability.** The General Partner duly appointed is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Fund in any manner

or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Fund.

**Art. 22. Conflict of Interest.** No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors and/or managers and/or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director, manager or officer of the General Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any manager or officer of the General Partner may have in any transaction of the Fund an Opposite Interest, as defined hereinafter, to the interests of the Fund, such manager or officer shall make known to the General Partner such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "Opposite Interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner in its discretion.

The foregoing provisions are not applicable where decisions of the board of managers of the General Partner relate to day-to-day transactions that are entered into on an arm's length basis.

**Art. 23. Indemnification.** The Fund may indemnify or be required to indemnify any manager, employee or officer of the General Partner and any delegate of the Fund and their heirs, executors and administrators or respective affiliates, against losses, claims, damages and liabilities, costs and expenses incurred by or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been a manager, or officer or employee, of the General Partner or delegate of the Fund, or, at their request, of any other company of which the Fund is a shareholder or a creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which they may be entitled.

**Art. 24. Equal treatment of the Shareholders.** Subject to the respect of the principle of equal treatment of the shareholders, the General Partner or any duly appointed delegate may enter into arrangements with certain shareholders that have the effect of altering or supplementing the terms of such shareholder's investments in the Fund, including without limitation arrangements with respect to access to specific information and waivers or reductions of the subscription or redemption charges.

## Chapter V. - General meetings

**Art. 25. General meetings of the Fund.** The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Fund. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Fund's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 2 p.m. (Luxembourg time) on the third Wednesday of June. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place within the Grand Duchy of Luxembourg other than those set forth in the preceding paragraph. Such date, time or place within the Grand Duchy of Luxembourg shall be decided by the General Partner.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner (or in some circumstances, by the relevant administrator) pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner or the relevant administrator may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right. If, however, the sum of the fractional shares so held by the same shareholder represents one or more entire share(s), such shareholder has the correspondent voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

Any shareholder may also vote at meetings of shareholders by correspondence, provided that the voting form, duly signed by the shareholder, is received by the Fund within the time-limit set in the convening notice and no later than the day before the date on which the meeting of the shareholders concerned by the vote is due to be held. This form must mention unequivocally how the shareholder is voting or whether he/she/it is abstaining, failing which it shall be declared void. Shareholders who have voted by correspondence shall be counted in the calculation of the quorum of the meeting concerned.

Shareholders shall be convened upon call by the General Partner or the relevant administrator by a convening notice stating the agenda, time and place of the meeting, to be sent by mail at least eight days prior to the date set for the meeting to all registered shareholders at their address recorded in the register of shareholders.

The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the General Partner or the relevant administrator except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the General Partner or the relevant administrator may prepare a supplementary agenda.

No publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

Shareholders representing at least one tenth of the share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such a request must be sent to the registered office of the Fund. As far as required by law, the notice shall be published in the *Mémorial Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the General Partner or the relevant administrator may decide.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by simple majority of the validly cast votes.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these Articles must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Fund at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call and, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting.

**Art. 26. General meetings in Sub-Fund(s) or in Class(es) of Shares.** The holders of the shares issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of Article 25 shall apply, *mutatis mutandis*, to such general meetings. Each share is entitled to one vote. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a manager of the General Partner.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

**Art. 27. Termination and amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares.** In the event that for any reason the net value of the assets of any class of shares or Sub-Fund has decreased to an amount determined by the General Partner from time to time to be the minimum level for such class of shares or Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the class of shares or Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of the class of shares or Sub-Fund or in order to proceed to an economic rationalization, the General Partner may decide (i) to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes issued in the relevant Sub-Fund at the Net Asset Value per Share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect or (ii) to offer to the shareholders of the relevant class or classes issued in the relevant Sub-Fund the conversion of their shares into shares of another class or Sub-Fund.

The Fund shall also serve a notice to the registered shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the compulsory redemption operations. The decision of the General Partner will be published (either in newspapers to be determined by the General Partner or by way of a notice sent to the shareholders at their addresses indicated in the register of shareholders) prior to the effective date of the compulsory redemption. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to maintain equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund may at a general meeting of such shareholders, upon proposal from the General Partner, redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on

the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the validly cast votes.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares will be cancelled in the books of the Fund.

The General Partner may decide to allocate the assets of any class or Sub-Fund to those of another existing class or Sub-Fund within the Fund or to another UCI (the "New class/Sub-Fund") and to redesignate the shares of such class or Sub-Fund as shares of the New class/Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described above (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New class/Sub-Fund), one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period.

At the expiry of this period, the decision related to the contribution binds all the shareholders who have not exercised such right, provided that when the UCI benefiting from such contribution is of the contractual type (fonds commun de placement), the decision only binds the shareholders who agreed to the contribution.

The General Partner may also, under the same circumstances as provided above, decide to allocate the assets of, and liabilities attributable to any Sub-Fund to a foreign UCI. A Sub-Fund may exclusively be contributed to a foreign UCI upon approval of all the shareholders of the classes issued in the Sub-Fund concerned or under the condition that only the assets of the consenting shareholders be contributed to the foreign UCI.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Fund may be decided upon by a general meeting of the shareholders issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolution taken by a simple majority of validly cast votes.

A contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another UCI or to another sub-fund within such other UCI shall require a resolution of the shareholders of such Sub-Fund taken with 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the validly cast votes, except when such a contribution is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign-based UCI, in which case such resolutions shall be binding only on those shareholders who have voted in favour of such contribution.

In the context of the termination or the merger of Sub-Funds, the preceding paragraphs are only applicable provided that the Fund is composed of several Sub-Funds.

In the event that the General Partner determine that it is required for the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one Sub-Fund, by means of a division into two or more Sub-Funds, may be decided by the General Partner. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new Sub-Funds. Such publication will be made within one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares free of charge before the operation involving division into two or more Sub-Funds becomes effective.

## Chapter VI. - Annual accounts

**Art. 28. Financial Year.** The Fund's accounting year commences on 1 January of each year and ends on 31 December of the same year.

The Fund shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

The financial information of the Fund shall be prepared in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS), provided that the General Partner may decide to use different accounting methods.

**Art. 29. Distributions.** The General Partner, within the limits provided by law and these Articles, determines how the results of the Fund and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare distributions of dividends in compliance with the Offering Memorandum.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Fund or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

## Chapter VII. - Auditor

**Art. 30. Independent Auditor.** The Fund shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the general meeting of shareholders which shall fix his remuneration, and remunerated by the Fund. The auditor shall fulfil all duties prescribed by SIF Law.

## Chapter VIII. - Depositary

**Art. 31. Depositary.** The Fund will appoint a depositary bank which meets the requirements of the SIF Law and the 2013 Law.

The depositary bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the applicable laws and regulations.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Fund or the appointed alternative investment fund manager shall be expressly authorized to discharge in writing the depositary bank from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Fund or the alternative investment fund manager to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the 2013 Law are met.

If the depositary bank desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor depositary bank within two months of the effectiveness of such retirement. The General Partner may terminate the appointment of the depositary bank but shall not remove the depositary bank unless and until a successor depositary bank shall have been appointed to act in the place thereof.

## Chapter IX. - Winding-up - Liquidation

**Art. 32. Winding-up - Liquidation.** The Fund may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these Articles.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the SIF Law, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the general meeting of shareholders by the General Partner. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the SIF Law; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Fund have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The issue of new shares by the Fund shall cease on the date of publication of the notice of the general meeting of shareholders, to which the dissolution and liquidation of the Fund shall be proposed.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Fund, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de Consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

The General Partner may also decide to wind up the Fund under circumstances further described in the Offering Memorandum.

## Chapter IX. - General provisions

**Art. 33. Expenses borne by the Fund.** The Fund shall bear, without limitation, its initial incorporation costs, including the costs of drawing up and printing the prospectus, notary public fees, management fees, the filing costs with administrative and stock exchange authorities, the costs of printing the certificates and any other costs pertaining to the establishment and launching of the Sub-Funds of the Fund.

The Fund bears all its running costs as foreseen in Article 15 hereof.

**Art. 34. Applicable Law.** In respect of all matters not governed by these Articles, the parties shall refer to the provisions of the Company Law, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the SIF Law.

### *Subscription and payment*

The capital has been subscribed as follows:

Name of subscribers	Number of subscribed shares	Value
1.- Lyxor MAP 1 S.à r.l. . . . . .	10 (ten) general partner shares	EUR 1,000.-
	10 (ten) ordinary shares	EUR 1,000.-
2.- Lyxor Asset Management S.A.S. . . . . .	two hundred ninety (290) ordinary shares	EUR 29,000.-

Upon incorporation, the general partner shares and all ordinary shares were fully paid-up, as it has been justified to the undersigned Notary.

*Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Fund and shall end on December 31, 2015.

The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2016.

*Expenses*

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Fund as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-

*Statements*

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

*Extraordinary general meeting*

Immediately after the incorporation of the Fund, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

*First resolution*

The registered office of the Fund shall be at (Centre opérationnel) 28-32, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Second resolution*

The independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) for the Fund shall be Ernst & Young S.A., a société anonyme, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d’Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. The auditor shall remain in office until the close of annual general meeting approving the accounts of the Fund as of 31 December 2015.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned Notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, this deed is worded in English.

This original deed having been read to the appearing person, known to the Notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing person signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé: L.-F. SERVAJEAN-HILST et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/7432. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 mars 2015.

Référence de publication: 2015044353/766.

(150050852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2015.

**Big Six S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d’Activités Hiereboesch.

R.C.S. Luxembourg B 80.468.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d’administration tenue en date du 16 février 2015*

Les administrateurs ont pris les décisions suivantes:

1. Le Conseil décide de désigner FIDUPAR, société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1 rue Joseph Hackin, comme dépositaire des actions au porteur de la Société, conformément à l’article 42 (1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.



Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015027232/13.

(150031465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

---

**Belle Isle Investissements S.A., société de gestion de patrimoine familial S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 36.421.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 13 février 2015*

Le Conseil d'Administration décide de nommer Crédit Agricole Luxembourg Conseil S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B - 81.933, dépositaire des titres au porteur de la Société conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des titres au porteur.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2015027229/13.

(150031517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

---

**Bifico S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 114.469.

—  
Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 17 février 2015.

*Pour: BIFICO SA*

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015027231/16.

(150032280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

---

**BMB Ressources, Société Anonyme.**

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 176.288.

—  
*Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 28/01/2015*

L'an deux mille quinze, le vingt huit janvier,

le Conseil d'Administration nomme la société anonyme FMV & Partners, société d'Experts-Comptables agréée par l'OEC, immatriculée au RCSL B157263 et dont le siège social est situé 283, route d'Arlon à L-8011 Strassen en qualité de dépositaire agréé des titres au porteur de la Société.

Maria Antoinette Stals

*Administrateur-délégué unique*

Référence de publication: 2015027235/14.

(150031171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

---

**Duke Energy Luxembourg III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 194.565.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen on the fifteenth of December.

Before Us Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Duke Energy International Holding Ltd, a company duly incorporated and validly existing under the laws of Bermuda, having its registered address at Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermuda, registered with the Registrar of Companies, under registration number 41158,

here represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary's clerk, with professional address at 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed *in* varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

**Art. 1. Corporate form.** There is formed a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»), which set forth in Articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 13 the specific rules applying to sole shareholder companies.

**Art. 2. Corporate purpose.** The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow or lend monies in any form, in particular, but not limited to, through the entering into credit agreements or facility agreements and proceed to the issuance of bonds, debentures or any other type of debt securities, convertible or not, without, however, offering such bonds, debentures or debt securities to the public.

The Company may issue any type of shares, certificates or equity securities, redeemable or not, without, however, offering them to the public.

The Company may further mortgage, pledge or otherwise encumber all or some of its assets. It may also grant any type of guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries and/or its parent(s), affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Corporate name.** The Company will have the denomination "Duke Energy Luxembourg III S.à r.l."

**Art. 5. Registered office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6. Share capital - Shares.**

6.1 Subscribed share capital

The share capital of the Company amounts to twenty thousand US Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.

In addition to the share capital, there may be set up a share premium account, into which any premium paid on any share is transferred.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company ("société unipersonnelle") in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 Reserve - Share Premium Account

The Company shall maintain a share premium reserve account for the Company's shares (the "Share Premium Reserve Account"), and there shall be recorded to such account, the amount or value of any premium paid up on the Company's shares.



The shareholder(s) may also resolve to increase the amount of the Share Premium Reserve Account by way of a contribution or by incorporation of Company's available reserves, prescribed that shareholder(s) representing at least half of the Company's share capital are present or represented at the meeting where such resolution is taken and that two thirds of the shareholder(s) present or represented vote in favor.

Such increase may be performed without issuance of new Company's shares as long as all the Company's shares are held by only one (1) shareholder.

Amounts so recorded to the Share Premium Reserve Account will constitute freely distributable reserves of the Company for the sole benefit of the shareholder(s).

#### 6.3 Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

#### 6.4 Profit participation

The shares entitle to a fraction of the Company's assets and profits as provided by article 12 of the present Articles.

#### 6.5 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### 6.6 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

#### 6.7 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law.

### **Art. 7. Management.**

#### 7.1 Appointment and removal

The Company is managed by one (1) or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of category A and of manager(s) of category B.

Upon the appointment of any manager, other than a sole manager, that manager shall be designated by the shareholder (s) as a category A manager or a category B manager.

If at a time when there is a sole manager, a further manager is appointed, the shareholder(s) shall, at such time, in addition to designating the new managers as category A manager or category B manager, also designate the existing manager, to the extent not already categorized, as a category A manager or a category B manager.

The manager(s) need(s) not to be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed and may be dismissed ad nutum by the shareholder(s) of the Company.

#### 7.2 Representation and signatory power

In dealing with third parties as well as in justice, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

The Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its sole manager, and in case of plurality of managers, by the joint signature of a manager of category A and a manager of category B or by the single signature of any ad hoc agent to whom such signatory power has been delegated, but only within the limits of such power.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine these agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of their agency.

#### 7.3 Powers

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

#### 7.4 Procedures

The board of managers can discuss or act validly only if at least a majority of managers of category A and managers of category B is present or represented at the meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting; such majority shall include the vote of at least one category A manager and the vote of at least one category B manager.

The managers shall designate among them a Chairperson at the beginning of each meeting of the board of managers of the Company. The board of managers may also elect a secretary, who need not be a manager or a shareholder of the Company, and who will be responsible for keeping the minutes of the relevant meeting of the board of managers of the Company. The Chairperson has the casting vote in the event of a tied vote.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing either in writing or by fax or e-mail another manager of the same category as proxy.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

#### 7.5 Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 8. General shareholders' meeting.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing. Each contract entered into between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn-up in writing.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted at the majority of the votes by shareholders owning more than half of the entire share capital.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's entire share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

**Art. 9. Annual general shareholders' meeting.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting.

**Art. 10. Audit.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one (1) or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one (1) statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

**Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.** The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year, with the exception of the first accounting year which begins on the date of incorporation of the Company and terminates on December 31, 2015.

Each year, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet and profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

**Art. 12. Distribution of profits.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends, including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expenses. The amount to be distributed may not exceed total profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

After payment of all the debts of and charges due from the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

**Art. 14. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Subscription - Payment*

The Articles having thus been established, Duke Energy International Holding Ltd, aforementioned declared to subscribe the entire share capital represented by twenty thousand (20,000) shares of one US Dollar (USD 1) each.

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) is at the disposal of the Company.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at 1,500.- euro.

#### *Resolutions of the sole shareholder*

1. The Company will be managed by the following managers:

##### *Category A managers:*

- Andrea Elisabeth Bertone, born on 22 May 1961, in Sao Paulo, Brazil, and residing professionally at 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, USA;

- Cheryl I. Lipshutz, born on 26 November 1955, in Washington, DC, US and residing professionally at 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, USA;

- Martin Lythgoe, born on 16 October 1976, in Buenos Aires, Argentina and residing professionally at 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, USA;

##### *Category B managers:*

- Xavier De Cillia, born on 10 April 1978, in Nice, France, and residing professionally at 2-8 Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- David Dion, born on 3 March 1982, in Virton, Belgium, and residing professionally at 2-8 Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Robert-Jan Bertina, born on May 8, 1977, in Leidschendam, the Netherlands, and residing professionally 2-8 Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company shall be established at 2-8 Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

#### **A COMPARU:**

Duke Energy International Holding Ltd, une société de droit des Bermudes, ayant son siège social à Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermudes, enregistrée auprès du «Registrar of Companies», sous le numéro 41158,

ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec les autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 13, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

**Art. 2. Objet social.** L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations.

La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter ou prêter sous quelque forme que ce soit, en particulier, mais sans limitation, par la conclusion de contrats de crédit et procéder à l'émission d'obligations, de titres d'emprunt ou de tout autre type de titre de créance, convertible ou non, sans toutefois offrir ces obligations, titres d'emprunt ou titres de créance au public.

La Société peut en outre octroyer à tout tiers toute sûreté ou garantie pour ses propres dettes ou obligations ou pour les dettes ou obligations de sociétés appartenant au même groupe.

La Société pourra en outre hypothéquer, nantir ou grever tout ou partie de ses actifs. Elle peut également accorder tout type de garanties et de sûretés en faveur de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales et/ou société(s) parente(s), sociétés affiliées ou toutes autres sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers, utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination «Duke Energy Luxembourg III S.à r.l.».

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché du Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social de la Société est fixé à vingt mille US Dollars (USD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

Outre le capital social, un compte de prime d'émission peut être créé dans lequel toute prime payée sur une part sociale est alloué.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 Prime d'émission

La Société doit maintenir un compte de prime d'émission pour les parts sociales de la Société (le «Compte de Réserve de Prime d'Émission») et toute prime payée sur les parts sociales de la Société doit y être inscrite.

Les Associés peuvent également augmenter le montant du Compte de Réserve de Prime d'Émission par un apport ou par incorporation de réserves de la Société pourvu que les associés représentant au moins la moitié du capital social de la Société soient présents ou représentés à la réunion durant laquelle une telle décision est prise et que les deux tiers des associés présents ou représentés votent en faveur.

Une telle augmentation peut être effectuée sans l'émission de parts sociales nouvelles tant que toutes les parts sociales de la Société sont détenues par un associé unique.

Les montants ainsi enregistrés sur le Compte de Réserve de Prime d'Émission constitueront une réserve librement disponible au seul bénéfice des associés.

### 6.3 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

### 6.4 Participation aux bénéfices

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société conformément à l'article 12 des présents Statuts.

### 6.5 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

### 6.6 Cession de parts sociales

Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement cessibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chaque associé ne sont cessibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

### 6.7 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

## **Art. 7 Gérance.**

### 7.1 Nomination et révocation

La Société est gérée par un (1) gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé de gérant(s) de catégorie A et de catégorie B.

Dès sa nomination, tout gérant autre que le gérant unique devra être désigné par l'associé unique ou les associés comme étant gérant de catégorie A ou de catégorie B.

Si la Société ne compte qu'un seul gérant au moment où un second gérant est nommé, l'associé unique ou les associés, devra/ont en plus d'indiquer la catégorie à laquelle appartient ce nouveau gérant, indiquer celle du gérant existant, au cas où celui-ci n'aurait pas déjà été catégorisé comme gérant de catégorie A ou gérant de catégorie B.

Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s). Ils sont nommés et susceptibles d'être révoqués ad nutum par le(s) associé(s) de la Société.

### 7.2 Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B ou par la seule signature de tout mandataire ad hoc à qui un tel pouvoir de signature a été délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

### 7.3 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

### 7.4 Procédures

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion; cette majorité doit inclure la voix d'au moins un gérant de catégorie A et celle d'au moins un gérant de catégorie B.

Les gérants désignent parmi eux un Président au début de chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le conseil de gérance peut également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un gérant ou un associé de la Société, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux de la réunion du conseil de gérance de la Société. Le Président a une voix prépondérante en cas de partage des voix.

Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance en nommant par écrit, fax ou e-mail un autre gérant de même catégorie comme son représentant.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant

au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

#### 7.5 Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société

**Art. 8. Assemblée générale des associés.** L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par la majorité des voix des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts des parts sociales du capital social de la Société, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

**Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.** Si le nombre d'associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée.

**Art. 10. Vérification des comptes.** Si le nombre d'associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un (1) commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collègue et former le conseil des commissaires aux comptes.

**Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.** L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année, à l'exception toutefois de la première année qui débute à la date de la formation de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

A la fin de chaque exercice social, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

**Art. 12. Distribution des bénéfices.** Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net de la Société pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans la Société.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut décider de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes, y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société. Le montant distribué ne doit pas excéder le montant des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et du montant des réserves conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le boni net de la liquidation sera distribué à/aux associé(s), selon les mêmes règles de distribution que celles énoncées pour les distributions de dividendes, de manière à atteindre le montant global du résultat économique.



**Art. 14. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

*Souscription - Libération*

Les Statuts ainsi établis, Duke Energy International Holding Ltd, susnommée, déclare souscrire l'entièreté du capital social représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de vingt mille US Dollars (USD 20.000) est à la disposition de la Société.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ 1.500 euros.

*Décisions de l'associé unique*

1. La Société est administrée par les gérants suivants:

*Gérants de catégorie A:*

- Ms. Andrea Elisabeth Bertone, né le 22 mai 1961, à Sao Paulo, Brésil, et résidant professionnellement au 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, Etats-Unis d'Amérique;
- Ms. Cheryl I. Lipshutz, né le 26 novembre 1955, à Washington, DC, US et résidant professionnellement au 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, Etats-Unis d'Amérique;
- Martin Lythgoe, né le 16 October 1976, à Buenos Aires, Argentina, et résidant professionnellement au 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, Etats-Unis d'Amérique;

*Gérants de catégorie B:*

- Mr. Xavier De Cillia, né le 10 avril 1978, à Nice, France, et résidant professionnellement au 2-8 Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Mr. David Dion, né le 3 mars 1982, à Virton, et résidant professionnellement au 2-8 Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Robert-Jan Bertina, né le 8 mai 1977, à Leidschendam, Pays-Bas, et résidant professionnellement au 2-8 Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 2-8 Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les comparants ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdits comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17596. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015027394/437.

(150031620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

**Duke Energy Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 194.563.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen on the fifteenth of December.

Before Us Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Duke Energy International Holding Ltd, a company duly incorporated and validly existing under the laws of Bermuda, having its registered address at Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermuda, registered with the Registrar of Companies, under registration number 41158,

here represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary's clerk, with professional address at 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed *in* varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

**Art. 1. Corporate form.** There is formed a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»), which set forth in Articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 13 the specific rules applying to sole shareholder companies.

**Art. 2. Corporate purpose.** The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow or lend monies in any form, in particular, but not limited to, through the entering into credit agreements or facility agreements and proceed to the issuance of bonds, debentures or any other type of debt securities, convertible or not, without, however, offering such bonds, debentures or debt securities to the public.

The Company may issue any type of shares, certificates or equity securities, redeemable or not, without, however, offering them to the public.

The Company may further mortgage, pledge or otherwise encumber all or some of its assets. It may also grant any type of guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries and/or its parent(s), affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Corporate name.** The Company will have the denomination "Duke Energy Luxembourg IV S.à r.l."

**Art. 5. Registered office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

#### **Art. 6. Share capital - Shares.**

##### 6.1 Subscribed share capital

The share capital of the Company amounts to twenty thousand US Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.

In addition to the share capital, there may be set up a share premium account, into which any premium paid on any share is transferred.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company ("société unipersonnelle") in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

##### 6.2 Reserve - Share Premium Account

The Company shall maintain a share premium reserve account for the Company's shares (the "Share Premium Reserve Account"), and there shall be recorded to such account, the amount or value of any premium paid up on the Company's shares.



The shareholder(s) may also resolve to increase the amount of the Share Premium Reserve Account by way of a contribution or by incorporation of Company's available reserves, prescribed that shareholder(s) representing at least half of the Company's share capital are present or represented at the meeting where such resolution is taken and that two thirds of the shareholder(s) present or represented vote in favor.

Such increase may be performed without issuance of new Company's shares as long as all the Company's shares are held by only one (1) shareholder.

Amounts so recorded to the Share Premium Reserve Account will constitute freely distributable reserves of the Company for the sole benefit of the shareholder(s).

#### 6.3 Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

#### 6.4 Profit participation

The shares entitle to a fraction of the Company's assets and profits as provided by article 12 of the present Articles.

#### 6.5 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### 6.6 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

#### 6.7 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law.

### **Art. 7. Management.**

#### 7.1 Appointment and removal

The Company is managed by one (1) or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of category A and of manager(s) of category B.

Upon the appointment of any manager, other than a sole manager, that manager shall be designated by the shareholder (s) as a category A manager or a category B manager.

If at a time when there is a sole manager, a further manager is appointed, the shareholder(s) shall, at such time, in addition to designating the new managers as category A manager or category B manager, also designate the existing manager, to the extent not already categorized, as a category A manager or a category B manager.

The manager(s) need(s) not to be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed and may be dismissed ad nutum by the shareholder(s) of the Company.

#### 7.2 Representation and signatory power

In dealing with third parties as well as in justice, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

The Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its sole manager, and in case of plurality of managers, by the joint signature of a manager of category A and a manager of category B or by the single signature of any ad hoc agent to whom such signatory power has been delegated, but only within the limits of such power.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine these agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of their agency.

#### 7.3 Powers

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

#### 7.4 Procedures

The board of managers can discuss or act validly only if at least a majority of managers of category A and managers of category B is present or represented at the meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting; such majority shall include the vote of at least one category A manager and the vote of at least one category B manager.

The managers shall designate among them a Chairperson at the beginning of each meeting of the board of managers of the Company. The board of managers may also elect a secretary, who need not be a manager or a shareholder of the Company, and who will be responsible for keeping the minutes of the relevant meeting of the board of managers of the Company. The Chairperson has the casting vote in the event of a tied vote.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing either in writing or by fax or e-mail another manager of the same category as proxy.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

#### 7.5 Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 8. General shareholders' meeting.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing. Each contract entered into between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn-up in writing.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted at the majority of the votes by shareholders owning more than half of the entire share capital.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's entire share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

**Art. 9. Annual general shareholders' meeting.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting.

**Art. 10. Audit.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one (1) or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one (1) statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

**Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.** The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year, with the exception of the first accounting year which begins on the date of incorporation of the Company and terminates on December 31, 2015.

Each year, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet and profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

**Art. 12. Distribution of profits.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends, including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expenses. The amount to be distributed may not exceed total profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

After payment of all the debts of and charges due from the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

**Art. 14. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Subscription - Payment*

The Articles having thus been established, Duke Energy International Holding Ltd, aforementioned declared to subscribe the entire share capital represented by twenty thousand (20,000) shares of one US Dollar (USD 1) each.

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) is at the disposal of the Company.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at 1,500 euro.

#### *Resolutions of the sole shareholder*

1. The Company will be managed by the following managers:

##### *Category A managers:*

- Andrea Elisabeth Bertone, born on 22 May 1961, in Sao Paulo, Brazil, and residing professionally at 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, USA;
- Cheryl I. Lipshutz, born on 26 November 1955, in Washington, DC, US and residing professionally at 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, USA;
- Martin Lythgoe, born on 16 October 1976, in Buenos Aires, Argentina and residing professionally at 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, USA;

##### *Category B managers:*

- Xavier De Cillia, born on 10 April 1978, in Nice, France, and residing professionally at 2-8 Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
- David Dion, born on 3 March 1982, in Virton, Belgium, and residing professionally at 2-8 Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
- Robert-Jan Bertina, born on May 8, 1977, in Leidschendam, the Netherlands, and residing professionally 2-8 Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company shall be established at 2-8 Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

#### **A COMPARU:**

Duke Energy International Holding Ltd, une société de droit des Bermudes, ayant son siège social à Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermudes, enregistrée auprès du «Registrar of Companies», sous le numéro 41158, ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec les autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 13, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

**Art. 2. Objet social.** L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations.

La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter ou prêter sous quelque forme que ce soit, en particulier, mais sans limitation, par la conclusion de contrats de crédit et procéder à l'émission d'obligations, de titres d'emprunt ou de tout autre type de titre de créance, convertible ou non, sans toutefois offrir ces obligations, titres d'emprunt ou titres de créance au public.

La Société peut en outre octroyer à tout tiers toute sûreté ou garantie pour ses propres dettes ou obligations ou pour les dettes ou obligations de sociétés appartenant au même groupe.

La Société pourra en outre hypothéquer, nantir ou grever tout ou partie de ses actifs. Elle peut également accorder tout type de garanties et de sûretés en faveur de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales et/ou société(s) parente(s), sociétés affiliées ou toutes autres sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers, utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination «Duke Energy Luxembourg IV S.à r.l.».

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché du Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

#### **Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

##### 6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social de la Société est fixé à vingt mille US Dollars (USD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

Outre le capital social, un compte de prime d'émission peut être créé dans lequel toute prime payée sur une part sociale est alloué.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

##### 6.2 Prime d'émission

La Société doit maintenir un compte de prime d'émission pour les parts sociales de la Société (le «Compte de Réserve de Prime d'Émission») et toute prime payée sur les parts sociales de la Société doit y être inscrite.

Les Associés peuvent également augmenter le montant du Compte de Réserve de Prime d'Émission par un apport ou par incorporation de réserves de la Société pourvu que les associés représentant au moins la moitié du capital social de la Société soient présents ou représentés à la réunion durant laquelle une telle décision est prise et que les deux tiers des associés présents ou représentés votent en faveur.

Une telle augmentation peut être effectuée sans l'émission de parts sociales nouvelles tant que toutes les parts sociales de la Société sont détenues par un associé unique.

Les montants ainsi enregistrés sur le Compte de Réserve de Prime d'Émission constitueront une réserve librement disponible au seul bénéfice des associés.

### 6.3 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

### 6.4 Participation aux bénéfices

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société conformément à l'article 12 des présents Statuts.

### 6.5 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

### 6.6 Cession de parts sociales

Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement cessibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chaque associé ne sont cessibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

### 6.7 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

## **Art. 7. Gérance.**

### 7.1 Nomination et révocation

La Société est gérée par un (1) gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé de gérant(s) de catégorie A et de catégorie B.

Dès sa nomination, tout gérant autre que le gérant unique devra être désigné par l'associé unique ou les associés comme étant gérant de catégorie A ou de catégorie B.

Si la Société ne compte qu'un seul gérant au moment où un second gérant est nommé, l'associé unique ou les associés, devra/ont en plus d'indiquer la catégorie à laquelle appartient ce nouveau gérant, indiquer celle du gérant existant, au cas où celui-ci n'aurait pas déjà été catégorisé comme gérant de catégorie A ou gérant de catégorie B.

Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s). Ils sont nommés et susceptibles d'être révoqués ad nutum par le(s) associé(s) de la Société.

### 7.2 Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B ou par la seule signature de tout mandataire ad hoc à qui un tel pouvoir de signature a été délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

### 7.3 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

### 7.4 Procédures

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion; cette majorité doit inclure la voix d'au moins un gérant de catégorie A et celle d'au moins un gérant de catégorie B.

Les gérants désignent parmi eux un Président au début de chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le conseil de gérance peut également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un gérant ou un associé de la Société, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux de la réunion du conseil de gérance de la Société. Le Président a une voix prépondérante en cas de partage des voix.

Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance en nommant par écrit, fax ou e-mail un autre gérant de même catégorie comme son représentant.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant

au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

#### 7.5 Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société

**Art. 8. Assemblée générale des associés.** L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par la majorité des voix des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts des parts sociales du capital social de la Société, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

**Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.** Si le nombre d'associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée.

**Art. 10. Vérification des comptes.** Si le nombre d'associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un (1) commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collègue et former le conseil des commissaires aux comptes.

**Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.** L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année, à l'exception toutefois de la première année qui débute à la date de la formation de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

A la fin de chaque exercice social, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

**Art. 12. Distribution des bénéfices.** Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net de la Société pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans la Société.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut décider de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes, y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société. Le montant distribué ne doit pas excéder le montant des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et du montant des réserves conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le boni net de la liquidation sera distribué à/aux associé(s), selon les mêmes règles de distribution que celles énoncées pour les distributions de dividendes, de manière à atteindre le montant global du résultat économique.



**Art. 14. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

*Souscription - Libération*

Les Statuts ainsi établis, Duke Energy International Holding Ltd, susnommée, déclare souscrire l'entière du capital social représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de vingt mille US Dollars (USD 20.000) est à la disposition de la Société.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ 1.500 euros.

*Décisions de l'associé unique*

1. La Société est administrée par les gérants suivants:

*Gérants de catégorie A:*

- Ms. Andrea Elisabeth Bertone, né le 22 mai 1961, à Sao Paulo, Brésil, et résidant professionnellement au 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, Etats-Unis d'Amérique;
- Ms. Cheryl I. Lipshutz, né le 26 novembre 1955, à Washington, DC, US et résidant professionnellement au 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, Etats-Unis d'Amérique;
- Martin Lythgoe, né le 16 October 1976, à Buenos Aires, Argentina, et résidant professionnellement au 5555 San Felipe Road, Houston, Texas 77056, Etats-Unis d'Amérique;

*Gérants de catégorie B:*

- Mr. Xavier De Cillia, né le 10 avril 1978, à Nice, France, et résidant professionnellement au 2-8 Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Mr. David Dion, né le 3 mars 1982, à Virton, et résidant professionnellement au 2-8 Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Robert-Jan Bertina, né le 8 mai 1977, à Leidschendam, Pays-Bas, et résidant professionnellement au 2-8 Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 2-8 Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les comparants ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdits comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17597. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): A. Santioni.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015027395/437.

(150031621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

**Arran Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 180.232.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015027143/9.

(150031099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

**Redwest Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 158.108.

---

**EXTRAIT**

La société prend acte que Monsieur Livio GAMBARDELLA, né le 2 décembre 1975 à Terlizzi, Italie, et demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommé représentant permanent de P.A.L. Management Services S.à r.l., administrateur de la Société, en remplacement de Monsieur Patrick MOINET, et ce avec effet au 12 février 2015.

La société prend également acte du nouveau siège social de P.A.L. Management Services S.à r.l. au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026923/16.

(150030786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Ribes Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 169.393.

---

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 11 février 2015*

1. M. Frank Pletsch, a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat.

2. Mme Kristine Vanaga-Mihailova, administrateur de sociétés, née à Riga (Lettonie), le 8 août 1979, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante de catégorie B, avec effet immédiat, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Ribes Holding S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015026932/16.

(150030534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

---

**Adnes S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 124.738.

---

Par la présente, je soussignée, Marie-Laurence THILL, j'ai l'honneur de vous informer que je me démetts de mes fonctions d'Administrateur au sein de votre société avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2014.

Le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015027128/10.

(150031995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

---

**Athletic Center S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1740 Luxembourg, 66A, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 23.497.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015027190/10.

(150032058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

---